



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Nouveaux biens communs, nouvelles formes de développement territorial?

Mr Frédéric WALLET

UMR SAD APT Chargé de recherches
rue Claude Bernard 75005 Paris France
'Frédéric Wallet' <frederic.wallet@agroparistech.f

Mme Leila KEBIR

EIVP-Lab'Urba UPE Enseignante-chercheure
80 rue Rebeval 75019 Paris France
leila.kebir@eivp-paris.fr

Référence à la session / reference to the session

S13 Biens communs et développement territorial

Résumé / Summary

Le succès actuel de la notion de biens communs trouve un écho particulier dans le domaine du développement territorial, face au constat des limites des modèles traditionnels et, au besoin, d'expérimenter de nouvelles voies, qui se traduit, notamment, par une recrudescence des initiatives promouvant une gestion partagée des ressources. L'émergence de solutions de production d'énergie portées par des collectifs d'usagers, de véhicules partagés, de jardins communs animés par des associations locales, les circuits courts alimentaires, la participation des habitants à la définition des espaces publics, le développement de bases de connaissances communes, etc., témoignent d'une évolution de notre société vers des modes de gestion plus collectifs, plus participatifs, dans lesquels sont impliquées les parties prenantes et en particulier les usagers. Ces démarches s'organisent, pour un grand nombre d'entre-elles, autour de la notion de « biens communs » qui semble aujourd'hui traduire cette aspiration vers un développement plus localisé, inclusif, durable et équitable. Plus ou moins incluants/excluants les dispositifs qui se développent impliquent des formes de mutualisation et de gestion partagée de ressources (foncier, infrastructures communes, connaissances, etc.) qui se situent au-delà de la dichotomie usuelle entre marché et gestion publique (cf. héritage de l'économie publique, Samuelson, 1954 et Musgrave 1973 puis de Ostrom 1977 notamment). Ils renvoient également à certaines formes d'éthique et à l'intérêt collectif (héritage de la philosophie politique et de Thomas d'Aquin) qui dépasse ou vient s'ajouter à l'intérêt individuel qui reste cependant bien présent. Loin d'être neutres, ces dispositifs interrogent, d'une part, les approches existantes de biens communs par les objets qu'ils concernent (artefacts urbains, connaissances, etc.) et, d'autre part, les problématiques auxquelles ils sont associés (qualité de vie, lien social, mise en cause des modèles de développement, (ré)

appropriation du territoire, etc.). Ils interrogent également les modalités contemporaines de gestion des ressources et, plus largement, les approches du développement et de la gouvernance territoriale.

Fondé sur l'examen d'une série de dispositifs (sur la base d'un inventaire en constitution), cet article propose, à partir des conceptions existantes en économie, de formuler une grille d'analyse permettant d'identifier la manière dont les biens communs sont élaborés et appropriés aujourd'hui par les acteurs du développement territorial. En effet, la nécessité d'ouvrir les cadres d'analyse existants (à partir des travaux d'Elinor Ostrom notamment), tout en s'y référant, apparaît nécessaire pour saisir la variété des biens communs actuels et de leurs formes d'organisation. Aussi, cette grille cherchera à identifier la diversité formelle des biens communs ainsi que les enjeux spécifiques qu'ils soulèvent en termes de modes de gestion et de gouvernance (structures d'organisation, de coordination et de régulation). Il s'agira également de permettre l'analyse de leur rapport au territoire et par extension de leur contribution au développement de celui-ci.

Mots-clefs : biens communs, ressources, développement territorial, gouvernance territoriale

Bibliographie / Bibliography

MUSGRAVE, A. R., et MUSGRAVE, P. (1973) « Public Finance in Theory and Practice », McGraw-Hill. New York.

OSTROM, V. et OSTROM, E. (1977). « Public goods and public choices », In SAVAS, E. S., ed., Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance, 7–49. Boulder, CO: Westview Press.

SAMUELSON, P. A. (1954) « The pure theory of public expenditure. The review of economics and statistics », pp.387-389.